



Conférence de Santa Marta 2026 : Comblent le silence sur les combustibles fossiles lors la COP30

Morgan Noble, stagiaire au SJES, Loyola University Chicago (États-Unis)

La [première Conférence internationale sur la Transition juste vers l'Abandon des Combustibles Fossiles](#) se tiendra du 24 au 29 avril 2026. Il s'agit d'une réponse directe, des gouvernements colombien et néerlandais, au [texte final des négociations de la COP30](#) qui ne fait aucune mention des combustibles fossiles. Le rapport des Nations Unies – rédigé à partir des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) –, intitulé « *Un moment décisif* », affirme que les activités humaines, telles que la combustion de combustibles fossiles – charbon, pétrole et gaz –, sont les principaux facteurs du changement climatique. [1] Cette absence de reconnaissance dans la déclaration finale des négociations de la COP30 néglige un des principaux facteurs à prendre en compte, rendant ainsi la feuille de route définie inefficace pour garantir une transition juste. Cette conférence historique se tiendra dans la ville portuaire de Santa Marta, en Colombie, ce qui revêt une importance particulière puisqu'il s'agit du site de la plus ancienne colonie espagnole au monde, située dans le cinquième plus grand pays producteur de charbon au monde [2]. Le ministre du Changement climatique, de l'Énergie, de l'Environnement et de la Gestion des catastrophes du Vanuatu, Ralph Regenvanu, a déclaré lors de la conférence de presse de la conférence de Santa Marta : « *Nous saluons cette première conférence historique comme une avancée cruciale, en reconnaissant qu'il s'agit du début d'un processus continu et urgent* » [3], dont l'objectif est d'assurer la continuité des discussions et des actions, afin que personne ne soit laissé pour compte. En outre, cette conférence offre un espace complémentaire aux gouvernements, à la société civile, aux experts, aux universitaires et aux peuples autochtones pour se concentrer sur l'identification des facteurs clés permettant une sortie réussie et accélérée des énergies fossiles.

Détails de la co-présidence et participants

La ministre colombienne de l'Environnement, Irene Vélez Torres, et la vice-Première ministre et ministre néerlandaise de la Politique climatique et de la Croissance verte, Sophie Hermans, co-présideront la conférence de Santa Marta. Lors de la conférence de presse marquant le lancement de l'événement, Mme Torres a fait part de son enthousiasme quant à l'accent mis par la conférence sur les populations. Elle a déclaré : « *Depuis le cœur de l'Amazonie, les peuples autochtones, les communautés d'ascendance africaine, les organisations paysannes, les milieux universitaires et les mouvements sociaux ont transmis un message que nous ne pouvons ignorer* ». [4] La conférence de Santa Marta vise à favoriser les discussions sur la protection des personnes touchées par l'extraction des combustibles fossiles, en ouvrant des voies viables vers des solutions équitables grâce aux enseignements tirés des experts, de la société civile et des gouvernements infranationaux, afin de garantir une transition véritablement juste. Lors de cette même conférence de presse, Mme Hermans a fait part de ses attentes quant à ce que la conférence de Santa Marta peut apporter à la société. Elle a souligné : « *Nous devons commencer à concrétiser ce à quoi pourrait ressembler cette transition et établir une feuille de route concrète qui nous permette d'intégrer le nouveau et de laisser l'ancien derrière nous.* » [5]. Ce partenariat entre la Colombie et les Pays-Bas est significatif car il constitue un pas vers la coopération mondiale Nord-Sud, nécessaire pour progresser dans les espaces multilatéraux, tels que la COP.

À ce jour, au moins vingt-quatre pays ont signé la [Déclaration de Belém](#) sur la transition juste vers l'abandon des combustibles fossiles. Cette déclaration vise à prendre un engagement important en faveur de la promotion de l'industrialisation verte, de la lutte contre le changement climatique et de la réduction de la pauvreté. Les principaux pays signataires de cette déclaration sont des pays d'Amérique latine et des petits États insulaires. Le Chili, le Costa Rica et les Fidji ont manifesté un soutien ferme. Certains pays européens, tels que l'Autriche, la Belgique, le Danemark et l'Allemagne, ont également signé la déclaration pour exprimer leur soutien.

Cependant, si l'on compare la participation à la conférence de Santa Marta et celle des signataires de la Déclaration de Belém, on constate un écart notable entre les pays en développement et les pays développés. Le premier groupe (par exemple, le Chili et le Costa Rica) constituera la majeure partie des participants à la conférence de Santa Marta ; tandis que des pays développés tels que les États-Unis, la Russie et la Chine ne seront pas présents. Il s'agit là d'une réalité préoccupante, car c'est finalement à l'Amérique latine, à l'Afrique et aux

petits États insulaires qu'incombe la responsabilité de mener la transition vers l'abandon des énergies fossiles, alors même qu'ils sont les premiers à subir les conséquences des dommages que ces industries extractives infligent à leur environnement, à leurs populations et à leurs économies. Il est urgent que les pays développés se mobilisent en ces moments-ci et que la coopération internationale contribue à accélérer la mise en œuvre de mesures concrètes. À l'inverse, des pays comme l'Allemagne renforcent la présence du Nord. Bien que cela ne suffise pas à combler le fossé en matière de collaboration, cet engagement constitue un pas en avant essentiel. Cela marque une avancée vers une collaboration à plusieurs niveaux, même si le défi consistant à garantir la durabilité par le biais d'un multilatéralisme actif reste un obstacle à la transition.

Ordre du jour de la conférence

La stratégie de cette conférence n'a pas pour visée de remplacer les négociations menées dans des instances telles que la COP31. Elle a pour objectif de permettre aux peuples autochtones, aux collectivités territoriales et aux acteurs de la société civile d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations, tout en offrant un espace de suggestions de solutions qui profitent à toutes les parties. L'image ci-dessous présente le programme de la conférence tel qu'il se présente en mars 2026. Du 24 au 25 avril, des économistes et des experts juridiques présenteront leurs contributions en vue d'un processus de transition équitable. A partir de ces informations, se réuniront du 26 au 29 avril, des ministres, des représentants de haut niveau et des représentants de la société civile pour ensuite rencontrer d'autres responsables gouvernementaux et convenir d'une feuille de route répondant aux besoins des communautés locales impactées par l'extraction de combustibles fossiles. Ces derniers jours seront cruciaux pour établir une feuille de route potentielle en vue d'une collaboration multilatérale. [6]

| Stakeholder-led dialogues | | | | High-Level Segment | |
|---------------------------|-------------|--|-----------------------------------|--|-------------|
| 24 april | 25 april | 26 april | 27 april | 28 april | 29 april |
| Academic Dialogue | | Parliamentary Chapter | Sub-National Governments Dialogue | Plenary and parallel thematic sessions with ministers and high-level representatives and civil society, aimed at discussing concrete courses of action | |
| | | Civil Society - Climate Action Network | Trade Union Dialogue | | |
| | | | Private Sector Dialogue | | |
| | | | People's Assembly | | |

Figure 1. *Méthodologie*. Première conférence sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles [Description du panel]. (s.d.a). <https://transitionawayconference.com/methodology>

Importance de la conférence

Les résultats de la [première Conférence internationale sur la Transition juste vers l'Abandon des Combustibles Fossiles](#) contribueront à orienter les négociations mondiales dans des cadres formels en soulignant la nécessité d'un consensus sur une transition énergétique juste. Les disparités économiques, la justice écologique, et les aspects sociaux de ce défi façonneront l'avenir de la crise climatique. L'identification de ces facteurs clés, grâce à la collecte de perspectives diverses lors de discussions entre différents niveaux de gouvernement et la société civile, ouvrira la voie à des avancées en matière de coopération internationale. Cette conférence vise à promouvoir la collaboration entre tous les secteurs, en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté. Sur la page web officielle de la conférence, un lien renvoie vers une vidéo décrivant l'objectif de poursuivre les discussions après Santa Marta, lors de la [Conférence du Pacifique](#). Ce rassemblement sera co-organisé en octobre 2026 par les gouvernements des Fidji et de Tuvalu en tant qu'[événement pré-COP31](#) [7] afin de pérenniser ces dialogues et d'offrir une autre plateforme pour permettre la réflexion et la mise en œuvre d'actions significatives. Le chemin à parcourir est encore long. La Conférence de Santa Marta ne marque que le début d'une transition véritablement juste. Co-crée et façonner ces espaces est une étape essentielle pour encourager et mobiliser la volonté d'acteurs mondiaux puissants issus de différents secteurs, notamment dans un contexte de multilatéralisme fragmenté. Il est crucial d'agir avec conviction pour l'avenir de notre maison commune, et faciliter des processus tels que ceux-ci n'est qu'une pièce d'un vaste puzzle. Aussi imparfaits soient-ils, les décideurs ont le devoir de

continuer à œuvrer en faveur d'une transition équitable et juste. L'avenir approche à grands pas, et les répercussions écologiques et humanitaires de l'industrie extractive font de ce moment un tournant décisif pour une action mondiale concrète et commune. Avançons ensemble dans un esprit de fraternité humaine et de soin pour notre maison commune.

[1] Achakulwisu, P., et al. (2025, July 22). What is Climate Change?. United Nations. <https://www.un.org/en/climatechange/what-is-climate-change>

[2] Colombia and the Netherlands Announce First International Conference on Fossil Fuel Phase-Out. Fossil Fuel Treaty. (n.d.). <https://www.fossilfueltreaty.org/first-international-conference>

[3] Colombia and the Netherlands Announce First International Conference on Fossil Fuel Phase-Out. Fossil Fuel Treaty. (n.d.). <https://www.fossilfueltreaty.org/first-international-conference>

[4] Colombia and the Netherlands Announce First International Conference for Fossil Fuel Phase Out. Fossil Fuel Treaty. (n.d.-a). <https://www.fossilfueltreaty.org/first-international-conference>

[5] Colombia and the Netherlands Announce First International Conference for Fossil Fuel Phase Out. Fossil Fuel Treaty. (n.d.-a). <https://www.fossilfueltreaty.org/first-international-conference>

[6] *Methodology*. First Conference on Transitioning Away from Fossil Fuels. (n.d.). <https://transitionawayconference.com/methodology>

[7] Fiji and Tuvalu chosen to host pre-COP - DCCEEW. Australian Government. Department of Climate Change, Energy, the Environment and Water. (2026, February 26). <https://www.dcceew.gov.au/about/news/fiji-tuvalu-chosen-host-pre-cop>